

# RAPPORT SUR L'ÉVOLUTION DE L'ENDETTEMENT

---

La Ville de Tarbes a mis en place depuis plusieurs années déjà une gestion active de sa dette. Celle-ci a guidé ses choix dans les négociations qu'elle a menées et les contrats qu'elle a souscrits pour ses financements.

Elle a utilisé des instruments financiers définis par la circulaire NOR/INT/B/92/00260/C du 15 septembre 1992, complétée par la circulaire NOR/LB2/B/03/10032/C du 4 avril 2004, relative à l'utilisation des instruments financiers.

La circulaire interministérielle NOR/IOC/B/101/5077/C du 25 juin 2010 a rappelé l'attention sur les risques inhérents à la gestion active de la dette par les collectivités territoriales, et l'état de droit sur le recours aux produits financiers et aux instruments de couverture du risque financier. Elle préconise aussi l'établissement d'un rapport annuel sur la gestion de la dette.

Présenté depuis quelques années déjà à Tarbes avant que la circulaire ne l'y invite, il s'inscrit dans une volonté de transparence vis-à-vis des élus et des citoyens, et permet notamment de mieux éclairer les enjeux exposés à l'occasion du débat d'orientations budgétaires.

Dans le prolongement du débat d'orientations budgétaires, il est proposé au Conseil Municipal de prendre connaissance et de prendre acte du présent rapport d'information sur l'état de la dette, les opérations financières réalisées en 2016 et les perspectives de gestion.

## 1 – Bilan des opérations de l'année 2016

La Ville n'a pas rencontré de difficultés pour financer ses projets d'investissements en 2016.

A ce jour, un emprunt a été réalisé auprès de la Société Générale et présente les caractéristiques suivantes :

Budget	Principal
Montant du contrat	4 000 000 €
Durée	15 ans
Nature du taux	Fixe
Niveau du taux	2,68 %
Amortissement du capital	Progressif
Niveau de risque	1A

Il n'est pas prévu de solliciter d'emprunt complémentaire sur l'exercice. Les crédits inscrits au budget seront réajustés en conséquence.

Par ailleurs, les remboursements réalisés pour l'année 2016 se décomposent ainsi (estimation au 31 décembre 2016) :

Capital remboursé	8 452 412,86 €
Intérêts versés	1 827 774,97 €

Dès lors, la différence entre les prêts nouvellement souscrits et le capital remboursé font diminuer l'encours général de 4 452 412,86 €, ce qui correspond au montant du désendettement de la collectivité.

L'annuité de la dette (capital + intérêts) par habitant reste toutefois élevée, car elle est pour le seul budget principal de 208 € par habitant (compte administratif 2015, dernier connu), alors que la moyenne de la strate est de 138 €.

L'annuité de dette rapportée aux produits de fonctionnement est de 14,4 % pour le seul budget principal (compte administratif 2015, dernier connu). Ce ratio permet d'apprécier la charge de la dette et donc le niveau d'emprunt théoriquement mobilisable pour le financement des investissements. Il doit normalement rester en dessous de 20%.

Par ailleurs, la Ville a profité des taux historiquement bas pour effectuer quelques arbitrages et refinancements :

- arbitrages de prêts indexés visant à consolider notre encours variable tout en profitant d'index très bas, voire négatifs ;
- refinancement d'un prêt à taux fixe annuel à 3,67 % en taux fixe trimestriel à 2,95 %.

Ces diverses opérations viennent améliorer la performance financière de notre dette.

## 2 – Encours de dette au 31 décembre 2016 – tous budgets consolidés

ELEMENTS DE SYNTHESE	Capital restant dû au 31/12/2015	Capital restant dû au 31/12/2016	Variation
Encours général	62 471 034,42 €	58 018 621,56 €	Baisse
dont encours swappé	4 396 339,80 €	3 478 758,37 €	Baisse
Nombre d'emprunts	50	51	Hausse
Nombre de swaps	1	1	Identique
Taux moyen hors swaps	3,12 %	2,93 %	Baisse
Taux moyen swaps compris	3,28 %	3,07 %	Baisse
Durée résiduelle moyenne	9 ans et 7 mois	9 ans	Baisse
Encours de dette / recettes réelles de fonctionnement	82,03 %	sera connu au CA 2016	
Capacité de désendettement (encours de dette / épargne brute)	5 ans et 1 mois	sera connu au CA 2016	

Ces éléments montrent que le niveau d'endettement est maîtrisé, gage d'une gestion prudente et sérieuse et d'une bonne santé financière.

La dette globale est répartie sur les différents budgets comme suit :

BUDGETS	Capital restant dû au 31/12/2016	Part de l'encours
Ville (ou Principal)	50 699 283,43 €	87,38 %
Eau et Assainissement	2 306 959,64 €	12,62 %
Arsenal	1 691 666,80 €	
Restauration collective	533 401,15 €	
Espace Brauhauban	2 787 310,54 €	

### 3 – Ventilation par types de taux au 31 décembre 2016 – tous budgets consolidés

Cette ventilation tient compte du recours à l'emprunt courant 2016.

TYPE DE TAUX	Classification GISSLER	Nombre d'emprunts	Part de l'encours au 31/12/2015	Part de l'encours au 31/12/2016	Variation
Taux fixe	1A	24	59,82 %	64,60 %	Hausse
Taux indexés	1A	26	31,29 %	29,40 %	Baisse
Taux structurés	3E	1	8,89 %	6,00 %	Baisse

TYPE DE TAUX	Taux moyen au 31/12/2015		Taux moyen au 31/12/2016		Variation
Taux fixe	3,56 %		3,73 %		Hausse
Taux indexés	1,11 %	2,36 %	0,60 %	1,72 %	Baisse
Taux structurés	5,70 %		5,66 %		

La variation des taux moyens s'explique ainsi :

- pour les taux fixes, l'augmentation provient d'une baisse rapide de l'encours entre les deux exercices suite à une absence de prêt à taux fixe en n-1;
- pour les taux indexés et structurés ; baisse de la courbe des taux suite à une politique monétaire très accommodante de la BCE pour soutenir la croissance et renforcer l'inflation (rachats d'actifs, baisse des taux directeurs).

3.1 – La **dette à taux fixe** augmente pour avoisiner les 65 % de l'encours.

**Les emprunts à taux fixe permettent une meilleure visibilité budgétaire, en neutralisant les effets d'une hausse des taux.**

Cet encours représente 64,60 % de la dette totale soit 37 484 380,44 €.

Le taux moyen constaté sur l'exercice ressort à 3,73 %.

Nombre d'emprunts : 24

Voici la répartition de l'encours en fonction des niveaux de taux actuariel résiduel :

TAUX FIXE APPLIQUÉ	Encours à taux fixe concerné	
	Capital restant dû au 31/12/2016	Part
0 à 2 %	848 137,18 €	2,26 %
2 à 3 %	10 476 717,55 €	27,95 %
3 à 4 %	12 153 449,77 €	32,42 %
4 à 5 %	9 992 673,00 €	26,66 %
>5%	4 013 402,94 €	10,71 %

3.2 – La **dette à taux indexés** est en diminution.

**Les emprunts à taux variable permettent aujourd'hui de réduire le taux moyen payé par la ville.**

Cet encours représente 29,40 % de la dette totale soit 17 055 482,75 €.

Le taux moyen constaté sur l'exercice ressort à 0,60 % du fait de taux courts exceptionnellement bas et de marges intéressantes (marge moyenne hors livret A et TME de 0,45 %).

Nombre d'emprunts : 26

Voici la répartition de l'encours par index :

TAUX VARIABLE APPLIQUÉ (auquel se rajoute la marge)	Cotation ou valeur du jour (repères de marché)	Encours à taux variable concerné	
		Capital restant dû au 31/12/2016	Part
EURIBOR (3, 6 ou 12 mois)	-0,313 % (3 mois)	12 686 696,22 €	74,39 %
TAM/TAG	-0,28 %	2 809 286,74 €	16,47 %
LIVRET A	0,75 %	1 536 128,36 €	9,00 %
TME	0,25 %	23 371,43 €	0,14 %

3.3 – La dette à taux structurés est également en diminution.

**Les emprunts structurés recouvrent des niveaux de risque différents.**

Cet encours représente 6,00 % de la dette totale soit 3 478 758,37 €.

Le taux moyen constaté sur l'exercice ressort à 5,66 %.

Nombre d'emprunts : 1

La ville, suite à de nombreuses négociations favorisées par le contentieux en cours, a réussi à sécuriser à taux fixe 2,75 % sur la durée résiduelle un encours RBS jusqu'à présent indexé sur la parité US dollar / Franc suisse.

Voici le produit bancaire concerné restant à taux structuré :

NATURE DU PRODUIT (indexation)	Prêteur	Capital restant dû au 31/12/2016	Part de l'encours à taux structurés	Part de l'encours total	Taux d'intérêt 2016 réalisé	Gestion active
FIXMS – Taux bonifié si l'écart entre le taux de swap 30 ans et le taux de swap 1 an est supérieur à 0,30 %	DEXIA - CLF	3 478 758,37 €	100 %	6,00 %	3,49 %	Couverture par swap (instrument financier de marché)

Pour ce dernier produit, une gestion active de la dette a permis de positionner un « swap », qui est un instrument de marché permettant à la collectivité d'échanger les conditions d'intérêt, d'indexation d'un prêt. La ville peut échanger un taux fixe contre un taux variable ou inversement, et ainsi sécuriser la dette par la neutralisation du risque de taux d'un produit structuré. Ces opérations de marché

sont réalisées conformément à la circulaire du 15 septembre 1992 complétée par celle du 25 juin 2010 et à la convention cadre FBF (fédération bancaire française).

Voici les conditions de couverture du FIXMS :

<b>NATURE DU PRODUIT (indexation)</b>	<b>Prêteur</b>	<b>Capital restant dû au 31/12/2016</b>	<b>Taux d'intérêt 2016 réalisé</b>
Taux de 5,50% si l'écart entre le 10 ans GBP et le 10 ans CHF est supérieur ou égal à 1,28% (classification GISSLER : 5E)	Société générale	3 478 758,37 €	5,50 %

Enfin, le dernier tableau permet de récapituler l'évolution de la dette depuis 2000. Le désendettement a été constant, l'encours passant (tous budgets consolidés) de 96,62 millions d'euros au 1er janvier 2000 à 58,019 millions d'euros au 31 décembre 2016, soit une diminution de 40 %. L'annuité de dette diminue quant à elle de 29,36 %.

Le poids de l'encours de dette par habitant a été fortement réduit, passant de 1 958 € en 2000 à 1 434 € en 2016. Malgré notre fort désendettement, ce ratio est cependant pénalisé par la baisse de population, bien qu'il tende à se stabiliser durant les dernières années.

En données comparées, pour ce qui relève du budget principal, ce ratio tombe à 1 244 €, mais reste toutefois supérieur à la moyenne de la strate (1 109 €/hab).

Le poids de l'encours de dette sur les recettes réelles de fonctionnement est également fortement réduit, tout en restant supérieur à la moyenne de la strate.

La nécessité de maintenir l'effort de désendettement reste absolue, affirmée par le ratio (élevé) d'annuité de dette par habitant.

En conséquence, les dépenses d'investissement par habitant diminuent, entraînées en cela par la baisse de l'épargne nette de gestion, du fait de la baisse des dotations et de la raréfaction des subventions d'équipement.

En conclusion, malgré une situation peu enviable en matière d'endettement voici encore quelques années, la ville a su rétablir ses ratios, sans que le mouvement soit pour autant complètement achevé. Ce redressement est avant tout le fruit d'une volonté politique marquée par l'exigence d'une gestion rigoureuse au quotidien accompagné d'une gestion active et dynamique de sa dette. Cette politique aura permis jusqu'à présent à la ville d'améliorer son épargne brute et nette de gestion, d'accroître de façon significative son effort d'investissement et de procéder à un recours à la fiscalité locale aussi modéré et maîtrisé que possible (du fait de la baisse des dotations de l'État et de la rigidité des dépenses de fonctionnement les plus importantes).

## EVOLUTION DE LA DETTE SUR LA PERIODE 2000 - 2016

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
<b>Encours dette au 1er janvier</b>	96 619 050	92 249 936	87 810 755	85 193 808	79 615 469	75 952 588	73 610 771	72 019 018	71 975 032
<b>Annuité</b>	14 552 086	14 896 124	14 107 777	11 928 326	11 955 286	10 938 444	10 247 173	9 959 914	10 248 699
<b>Ratio encours dette par habitant</b>	1958	1 780	1 727	1 613	1 539	1 492	1 460	1 459	1 445
<b>Ratio encours dette / Recettes réelles fonctionnement</b>	145,85%	135,64%	124,67%	134,49%	120,34%	116,56%	110,45%	102,19%	98,23%
<b>Ratio investissements par habitant</b>	190	234	285	219	322	319	308	328	351

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	<i>Moyenne de la strate</i>
<b>Encours dette au 1er janvier</b>	71 293 604	70 130 949	69 829 253	69 315 421	68 446 162	67 684 104	66 774 371	62 471 034	
<b>Annuité</b>	11 274 303	11 436 098	10 321 330	10 332 063	10 341 078	10 450 045	10 387 789	10 280 188	
<b>Ratio encours dette par habitant</b>	1 477	1 493	1 514	1 503	1 523	1 513	1 493	1 434	<b>1 109</b>
<b>Ratio encours dette / Recettes réelles fonctionnement</b>	94,27%	93,98%	94,63%	90,24%	87,86%	89,91%	89,03%	82,03%	<b>76,92 %</b>
<b>Ratio investissements par habitant</b>	471	386	448	500	501	356	308	226	<b>278</b>
							<i>202</i>	<i>165</i>	

Encours de dette au 1<sup>er</sup> janvier 2000 = 96 619 050 €

Encours dette au 31 décembre 2016 : 58 018 622 € (- 40 %)

*En italique : Budget principal*